

Communiqué

Spectacle vivant dans les Yvelines : les acteurs du territoire, déterminés à éviter la catastrophe, appellent à nouveau le Département à la concertation

Décembre 2022

Le 16 novembre dernier, les acteurs culturels yvelinois réunis au sein des différents réseaux et syndicats du spectacle vivant ont publié un communiqué alertant sur les conséquences de la refonte annoncée de la politique culturelle du Conseil départemental et invitant, une nouvelle fois, les élus départementaux à la concertation.

A défaut d'une réponse officielle du Département (à l'instar de tous nos courriers envoyés en 2022, restés lettre morte), nous avons découvert avec consternation dans le Courrier des Yvelines daté du 30 novembre la réaction, au mieux désinvolte, au pire dédaigneuse, du Président du Conseil départemental et de la Vice-présidente déléguée à l'environnement, la culture et le tourisme, via la retranscription de propos tenus lors de la séance du Conseil départemental le 18 novembre.

Non, nous ne sommes pas « quelques-uns ». Nos organisations représentent plusieurs dizaines d'acteurs de tous types (équipes artistiques, lieux, festivals, producteurs, structures d'accompagnement...), répartis sur l'ensemble du territoire yvelinois et engagés au service de celui-ci et de ses populations. Ce sont les voix de tous ces acteurs, leurs inquiétudes, leur sentiment d'urgence et d'impuissance que nos courriers et communiqués relaient.

Non, nous ne sommes pas « sur un front politisé ». Nos organisations et les acteurs qu'elles représentent ont toujours veillé à respecter une neutralité stricte à cet endroit. Comment faire autrement d'ailleurs lorsque l'on représente une telle diversité d'acteurs et de modèles de gouvernance (associations, entreprises, établissements publics, structures en régie directe) ?

Non, nous ne considérons pas le Département « comme une caisse à laquelle chacun viendrait puiser selon ses besoins ». Nous considérons le Département comme un partenaire important pour le développement de la vie culturelle sur nos territoires, un partenaire à qui nous soumettons des projets, avec lequel nous conventionnons, à qui nous rendons des comptes (de manière d'ailleurs très exhaustive)... Bref, avec qui nous avons des relations très encadrées, dans le respect des règles liées à l'octroi d'argent public, à l'instar de nos autres partenaires communaux, régionaux ou de l'Etat.

Non, nous ne pensons pas que « les billets poussent sur les arbres ». L'expression est assez insultante pour des acteurs dont les modèles économiques comportent une part importante d'auto-financement, qui s'engagent au service de l'intérêt général malgré des conditions de travail de plus en plus difficiles et qui traversent aujourd'hui une crise inédite.

Car c'était bien le sens de notre interpellation : les effets encore visibles de la crise sanitaire doublés du phénomène inflationniste quasi hors de contrôle vont avoir des conséquences dramatiques pour bon nombre d'acteurs. Ce n'est pas une vue de l'esprit : la pérennité de nombreuses structures, y compris parmi les plus « solides », est aujourd'hui clairement menacée. C'est dans ce contexte qu'interviendrait l'arrêt de dispositifs départementaux existants, notamment en direction de l'éducation artistique et culturelle et de l'inclusion.

Au-delà du devenir de nos structures, c'est surtout celui des actions qu'elles portent auprès de publics yvelinois et de partenaires très divers qui nous importe. Et il y a un vrai paradoxe à lire la Vice-Présidente évoquer « *le droit [du Département] d'avoir sa politique culturelle, tournée vers les publics prioritaires* » alors même que la disparition de ces dispositifs va entraîner de facto l'arrêt des actions qu'ils soutenaient en direction des collégiens, des jeunes, des usagers des centres sociaux, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées...

Le Président Bédier a choisi de balayer d'un revers de main le communiqué (qui n'était d'ailleurs pas « *une pétition* »), préférant disqualifier ses initiateurs plutôt que d'entendre leur message d'alerte et même de détresse. Cela fait maintenant plus d'un an que nous alertons les élus départementaux – en vain – sur les conséquences d'une énième refonte de la politique culturelle départementale. Celle-ci, loin de « *dynamiser et moderniser le mode de fonctionnement* » des acteurs culturels yvelinois, va au contraire contribuer à les enfoncer un peu plus dans une forme de précarisation, sur un territoire où la vie culturelle et artistique s'est déjà largement appauvrie au cours des 20 dernières années.

Nous sommes usés de ces interpellations répétées qui ne donnent lieu à aucun retour, ou alors juste quelques « bons » mots en séance devant l'Assemblée Départementale.

Il y a pourtant urgence. Aussi, nous réitérons notre appel à la concertation auprès des élus départementaux. Nous ne demandons qu'une chose : pouvoir se mettre autour d'une table, partager nos réalités et inquiétudes et trouver un chemin commun entre les priorités du Département et les ambitions que nous portons pour ce territoire.

Signataires

- Actes If – Lieux artistiques et culturels indépendants en Île-de-France
- ACTIF – Association Culturelle de Théâtres d'Île-de-France
- La FéRue - Fédération des arts de la rue en Île-de-France
- Réseau Chaïnon Île-de-France
- RIF – Réseau des Musiques actuelles en Île-de-France
- SMA – Syndicat des Musiques Actuelles
- SNSP – Syndicat National des Scènes Publiques
- Synavi – Syndicat National des Arts Vivants
- Syndeac – Syndicat des Entreprises Artistiques et Culturelles



Contact pour le RIF

Sébastien CAMPOS – sebastien.campos95@gmail.com – Tél : 06 84 22 04 18